



25 octobre 2011

Moyen-Orient et monde arabe

Un tour d'horizon

L'objet de ce texte est de faire un tour d'horizon, forcément incomplet, de la situation au Moyen Orient et dans le monde arabe. Nous avons volontairement laissé de côté le cas de la Palestine, qui pourra faire l'objet d'autres écrits, pour nous concentrer sur la stratégie des impérialistes dans cette région du monde, les guerres impérialistes et les éléments de résistance. Il s'agit aussi de rétablir certaines vérités, de pouvoir disposer d'informations de nature à renverser les opinions établies largement majoritaires dans notre pays, à propos des guerres impérialistes. De quoi s'adresser aux gens et leur dire : « On vous a menti pour la guerre au Vietnam, pour la guerre en Yougoslavie, pour la guerre en Irak, en Afghanistan, et vous pensez que, cette fois, exceptionnellement, on vous a dit la vérité ? »

L'enjeu économique

Parler de l'enjeu économique du Proche-Orient, du Moyen Orient et de l'Afrique du nord, c'est avant tout évoquer le pétrole. L'Arabie saoudite, à elle seule, produit 12,2 % du pétrole mondial et possède 19 % des réserves connues à ce jour. L'Iran en produit 5,4 %, l'Irak et le Koweït chacun 3,2 %, la Libye et l'Algérie chacune 2,1 %.

Colonisation et recolonisation

Mais, si l'accès à l'énergie est essentiel, il ne saurait expliquer l'enjeu économique du Moyen Orient à lui tout seul. Depuis que le monde capitaliste est entré des deux pieds dans son stade final, celui de l'impérialisme, il faut gagner des marchés partout. Initié avant la première guerre mondiale, ce stade impérialiste n'a pu prendre tout son essor que lors de la disparition des pays socialistes d'Europe. Leur existence, et particulièrement celle de l'URSS faussait le jeu. Dans les années 70, un tiers de la planète avait aboli la propriété privée des moyens de production et d'échange et plus de la moitié faisait du commerce selon des règles différentes de celles dites "du marché", c'est à dire, comme l'écrivait Engels, : « la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, [qui] est l'état normal du règne animal. » Ainsi l'URSS payait-elle alors un prix minimal fixé à l'avance aux petits producteurs africains de café, qui leur permettait de vivre. Evidemment, les multinationales étaient obligées de s'aligner, ou, le plus souvent, de renoncer.

Aujourd'hui tout cela n'existe plus. La situation actuelle révèle au grand jour, s'il en était besoin, que la concurrence libre est bien "l'état normal du règne animal", la lutte effrénée des grands capitalistes aux dépens des salariés. Ou tu marches ou tu crèves, et si tu marches, tu crèves aussi. Pour autant, dans ce monde impérialiste, qu'ils appellent la mondialisation, il n'y a pas un marché unique, mais des tas de

marchés juxtaposés qu'il faut conquérir. Le Moyen Orient et l'Afrique sont de ces grands marchés sur lesquels se déversent les appétits des actionnaires des multinationales.

Il ne s'agit pas tout à fait d'une conquête, mais plutôt d'une reconquête, la colonisation n'est pas vraiment de retour, elle ne nous a jamais quittés, même si les colonisateurs ne sont pas tout à fait les mêmes. La stratégie de conquête des fameux marchés par les Etats impérialistes au service des multinationales est diverse. Les nouveaux impérialismes séduisent : avant de devenir le fossoyeur des restes de la sidérurgie ouest-européenne qu'il est aujourd'hui, l'Indien Mittal rachetait des entreprises à la dérive en Europe et s'engageait à maintenir certains emplois (les promesses n'engagent que ceux qui y croient), le Franco-Brésilien Terreos achète des champs de canne à sucre sur les bords asiatiques et africains de l'Océan Indien et "sauve du chômage" des ouvriers agricoles du tiers monde, les compagnies chinoises construisent des routes et des hôpitaux en Afrique. Les impérialismes d'avant, autrefois dominants et de plus en plus contestés par leurs rivaux, préfèrent utiliser la force militaire, avec la bénédiction de l'ONU, pour reconquérir des marchés.

Une région stratégique

Le Moyen Orient est un point central de cette lutte. Zbigniew Brzezinski, idéologue de l'impérialisme américain, conseiller de Carter (démocrate) et maître à penser des équipes de Bush père et fils comme de Clinton et Obama, l'a écrit sans fard dans son ouvrage sorti en 1997 "Le grand échiquier" : « Puisque la puissance sans précédent des Etats-Unis est vouée à décliner au fil des ans, la priorité géostratégique est donc de gérer l'émergence de nouvelles puissances mondiales de façon à ce qu'elles ne mettent pas en péril la suprématie américaine. » Et pour gérer cette émergence, il est bon de connaître le vieil adage : Qui domine l'Eurasie domine le monde. Brzezinski qui nous le dit tout de go : « L'Eurasie demeure l'échiquier sur lequel se déroule le combat pour la primauté globale. [...] La façon dont les Etats-Unis gèrent l'Eurasie est d'une importance cruciale. Le plus grand continent à la surface du globe en est aussi l'axe géopolitique. Toute puissance qui le contrôle, tient, par la même occasion, deux des trois régions les plus développées et les plus productives, 75 % de la population mondiale, la plus grande partie des richesses physiques, sous forme d'entreprises ou de gisements de matières premières, quelques 60 % du total mondial. » Et quel est à la fois le cœur historique et la plus grande réserve de richesses de l'Eurasie : le Moyen Orient.

L'enjeu économique est donc celui de la maîtrise des ressources, notamment pétrolières, mais pas seulement, il y a de l'or en Syrie, du gaz en Algérie, de l'aluminium aux Emirats Arabes Unis. Il s'agit pour les impérialismes partenaires mais rivaux (USA, Grande Bretagne, Allemagne, France, Italie) de trouver des ressources et des débouchés pour les produits de leurs multinationales, avec une dominante ressource pour le Moyen Orient et débouchés pour l'Afrique, et cela, d'abord, pour damer le pion à la Chine, principal impérialisme rival des USA.

Des rivalités inter-impérialistes aux peuples réticents

Cela ne va pas sans heurts internes. L'Allemagne (1er exportateur de produits vers la Libye et 2ème client du pétrole libyen) et l'Italie (2ème exportateur de produits vers la Libye et 1er client du pétrole libyen) se sont montrées plus que réticentes lors du déclenchement de la guerre impérialiste en Libye ; BASF et Siemens, pour ne citer que les firmes les plus connues, avaient, dans ce pays, beaucoup

d'intérêts, pas mal de leurs installations ont été détruites ou sont passées dans les mains de groupes rebelles salafistes, totalement incontrôlables par d'autres que l'OTAN. Même entre la France et les USA, il y a eu du tirage, lors de cette guerre. Car, si les multinationales de l'UE et leurs mandants qui dirigent les Etats sont d'accord avec les USA pour maintenir le tiers monde à genoux et affaiblir la Chine, s'ils acceptent un monde dans lequel les USA sont l'impérialisme dominant, comme il s'agit d'économie et de profits, c'est chacun pour soi. Total s'oppose à Exxon, donc dans ce cas précis, Sarkozy ne sert pas les mêmes intérêts qu'Obama ; dans la crise, chaque multinationale essaie de mettre la main sur le maximum de ressources et de zones stratégiques, aux dépens de ses rivales. D'ailleurs, l'irruption de l'OTAN, alors que la France avait au départ décidé d'une opération conjointe avec les Britanniques, a permis de remettre les USA dans le jeu, même s'ils n'ont pas ou peu d'hommes sur place.

L'autre difficulté vient des Etats qui résistent, sous une forme ou une autre à ces tentatives de recolonisation. Il y a au Moyen Orient comme ailleurs, des impérialismes à vocation régionale. Si Israël, premier lieutenant de Dieu (l'oncle Sam) sur cette terre et la Turquie sont contrôlés par l'impérialisme US, il n'en est pas de même pour l'Iran, qui tente d'être un dominant régional dans le camp de la Chine. Des Etats moins puissants, comme la Syrie ou la Libye, sont aussi des obstacles, nous le verrons plus en détail. A l'intérieur de la plupart des pays concernés, deux tendances au moins de la bourgeoisie s'affrontent : les compradores, qui ont tout à gagner à ramasser les miettes des impérialistes colonisateurs et les nationalistes qui veulent dominer eux-mêmes leur Etat, voire les Etats voisins, et, pour cela, ont besoin de s'affranchir de la tutelle coloniale, quitte à passer des accords avec le géant chinois, qui pour le moment, ne propose ni n'impose une domination de même nature que celle des USA ou des impérialistes de l'UE.

Les peuples de la région constituent enfin l'obstacle principal. Les multinationales ont senti le vent du boulet lorsque la population ouvrière et les jeunes diplômés se sont révoltés en Tunisie, en Egypte ou au Maroc. Les Etats à leur service ont rétabli l'ordre depuis, mais pour combien de temps ?

les conditions économiques des pays arabes et du Moyen Orient

Les peuples des pays du monde arabe représentaient 100 millions d'habitants en 1970 (il y a 40 ans). Ils sont aujourd'hui plus de 300 millions dont près de 85 en Egypte (19 millions en 1945), 35 en Algérie (10 en 1962), 32 au Maroc, 10,5 en Tunisie. L'Egypte devrait atteindre 110 millions d'habitants en 2030 (dans 20 ans), c'est comme si la France était passée de 10 millions en 1945 à 185 millions aujourd'hui.

Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont connu entre 2000 et 2010 une croissance supérieure aux pays développés, en moyenne 5% annuel. Pendant ce même temps, leur dépendance économique et politique vis-à-vis des grands pays capitalistes comme les USA, la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne, s'est accrue. Fournisseurs de pétrole et sous-traitants industriels de grands groupes capitalistes, les dirigeants de ces pays sont à leur service exclusif. Partant, ils sont incapables d'assurer du travail à ces millions de salariés de plus en plus éduqués et qualifiés. L'Egypte par exemple est passée de 18,5 millions d'habitants en 1945 à 85 millions aujourd'hui. Dans cette région, selon les pays, la population en âge de travailler augmente de 2,2 à 3,7% par an.

En Tunisie, en Egypte, au Maroc, en Algérie, on compte 1 habitant sur 5 (20%) âgé

de 15 à 24 ans et les moins de 30 ans représentent les 2/3 de la population. En Egypte, en Algérie et en Tunisie, 20% des jeunes font des études supérieures mais le chômage frappe lourdement la population. 1 Egyptien sur 5 ne trouve pas de travail.

En Egypte comme en Tunisie, derrière des taux de croissance économique élevés, on rencontre une misère terrible. Les inégalités sociales sont de plus en plus flagrantes. Le revenu du capital a augmenté de 90% ces dernières années. Le peuple n'en a pas vu la couleur. 2 actifs sur 3 connaissent le sous-emploi, 4 égyptiens sur 10 doivent vivre avec moins de 2 dollars par jour, en dessous du seuil de pauvreté. Les investissements étrangers directs ont été multipliés par 10 en 10 ans, en particulier dans le textile, l'équipement électrique, l'agro-alimentaire. Les recettes du Canal de Suez rapportent 4 milliards d'euros, les aides que les dirigeants US versent depuis les accords de Camp David (1979) atteignent 2 milliards d'euros par an.

Au Moyen Orient et en Afrique du nord, 25 % des jeunes sont au chômage, c'est le taux le plus élevé de la planète. Le taux de chômage était en 2010 de 10 % en Algérie (probablement plutôt 15 %, car les chiffres officiels, validés par le FMI, sont très contestés), 9,8 % au Maroc, 14 % en Tunisie, 9,7 % en Egypte, 10 % au Liban, 10,8 % en Arabie, 14,6 % en Iran, 15,3 % dans l'Irak occupé, 12,4 % en Turquie, 8,3 % en Syrie et 6,4 % en Israël (mais là aussi, les chiffres, calculés à la manière de l'UE sont éminemment contestables). Seule la Libye de Kadhafi échappait au marasme et ne connaissait pas le chômage.

Comment s'explique un tel état des lieux ? Qui règne aujourd'hui sur l'ensemble du monde arabe, son économie et ses ressources ? Pas les peuples arabes, pas non plus ceux que l'on appelle les dictateurs ; certes ils occupent le devant de la scène mais les véritables maîtres sont dans les coulisses. Les multinationales états-uniennes et européennes décident seules ce qu'on va produire ou non dans ces pays, quels salaires on paiera, à qui profiteront les revenus du pétrole et quels dirigeants on y imposera. Ce sont les multinationales qui enrichissent leurs actionnaires sur le dos des populations arabes.

Révoltes arabes sur fond de conflit de classe à l'intérieur de la bourgeoisie

La bourgeoisie compradore **(1)**

Les événements du printemps dernier, en Tunisie, en Egypte et au Maroc doivent se lire du point de vue des classes sociales. Là-bas comme ici, la bourgeoisie n'est ni lisse ni unique. Certaines de ses composantes étaient dans les mouvements de révolte, d'autres non. Il ne s'agit pas ici de sous-estimer la révolte populaire dans ces trois pays, mais de bien voir que ces classes populaires n'étaient pas seules, que d'autres étaient à la manœuvre et que c'est parmi ces autres qu'il faut chercher les bénéficiaires des départs de Benali et Moubarak.

Ces trois pays, de même que le Yémen et l'Algérie sont dominés, nous l'avons dit, par les puissances coloniales, les multinationales, ici à dominante française, là US ou britannique. Cette domination réelle mais cachée met sur le devant de la scène une bourgeoisie compradore et bureaucratique, laquelle a le plus d'intérêts au système colonial. Cette bourgeoisie domine l'appareil d'Etat et exploite le secteur "public" pour l'accumulation de son capital, mais aussi pour affaiblir ses concurrents. Il faut s'entendre sur ce secteur public, qui, en réalité est souvent aux

(1) On appelle Bourgeoisie Compradore la bourgeoisie autochtone qui s'est enrichie et continue de le faire dans le commerce avec les puissances capitalistes.

mains des familles royales et de leurs proches (Maroc) du clan des dirigeants politiques (Egypte, Tunisie, Yémen) ou d'une élite un peu plus large (Algérie). Ce secteur "public" est tout de même une réalité, qui entrave d'autres catégories de la bourgeoisie, et gêne aussi ceux des impérialismes qui n'ont pas la main sur le pays et qui voudraient profiter de son marché. D'ailleurs, selon les indices officiels des fondations US spécialisées, on considère que ces cinq pays sont "quasiment administrés", soit au même stade que la Chine, la Russie ou même la Syrie, ce qui constitue l'avant-dernier stade en matière de liberté économique. Leurs voisins du golfe sont bien mieux notés.

Les franges de la bourgeoisie hostiles aux compradores

Parmi les catégories de la bourgeoisie qui existent dans ces pays et se heurtent à la bourgeoisie compradore et à la forme du pouvoir politique, il y a, en premier lieu, la bourgeoisie "monopolistique" ou libérale. Cette bourgeoisie s'est développée à la marge de la bourgeoisie compradore et bureaucratique, elle a une expansion économique dans divers domaines, tel que l'immobilier, la confection, l'industrie agro-alimentaire... Elle prône "la concurrence loyale" et le "laisser faire, laisser passer". Son combat idéologique a consisté, durant le "printemps arabe" à répandre les mots d'ordre de liberté économique et politique, de démocratie. Présente dans les révoltes, elle a avancé au Maroc la revendication de la monarchie constitutionnelle, est en cheville avec le nouveau pouvoir militaire en Egypte, a servi de tremplin aux intérêts des multinationales états-uniennes en Tunisie.

A côté de la bourgeoisie libérale, on trouve quelques fractions de la grande bourgeoisie, représentées politiquement par les forces obscurantistes qui ont pu, à cause de l'absence d'une perspective révolutionnaire authentique, dominer de très larges masses populaires en exploitant la religion comme couverture de ses intérêts de classe. Ces franges de la Bourgeoisie s'appuient sur une base sociale issue essentiellement de la classe laborieuse, et souvent de ses membres les plus pauvres, leur projet politique ne sert que l'intensification de l'exploitation et l'oppression et l'accumulation du capital sur le compte des ouvriers sous couvert de la religion qui justifie l'oppression, l'exploitation et les inégalités. Les forces obscurantistes sont l'expression la plus concentrée du penchant fasciste de la bourgeoisie suffoquée par la crise. Pour elles, la religion forme la couverture idéologique parfaite pour brider les masses et l'intoxiquer pour qu'elles acceptent l'exploitation et la capitulation sous la bannière du "dieu distribue les richesses", et déformer la conscience des masses pour mettre fin à l'exploitation et la remplacer par "la solidarité sociale"... C'est pour cela qu'on trouve qu'elles sont les plus haineuses et sanguinaires vis-à-vis toute ligne progressiste révolutionnaire qui élève la conscience de classe des masses et la dirige pour à la victoire. Dans d'autres pays arabes, notamment autour du golfe persique, cette classe ultra possédante est une aristocratie. Les organisations comme "Al Adl Wal Ihsane" au Maroc, "Ennahda" en Tunisie en sont une illustration. Ces forces fascistes ont des liens étroits entre elles et sont souvent dirigées par des religieux d'Arabie, des Emirats ou du Qatar. Les mercenaires salafistes, comme ceux de Libye constituent sa force agissante militaire.

Bien entendu, la petite bourgeoisie est aussi de la partie. Sa participation aux révoltes tunisienne, égyptienne et au mouvement du 20 février au Maroc exprime son effroi de la ruine et de la prolétarianisation. Partout, elle a mis en avant et défendu le caractère pacifique du mouvement et son opposition à toute radicalisation en lui donnant une dimension populaire. C'est la preuve que grandit,

dans cette classe, la conscience de la contradiction de ses intérêts avec ceux des ouvriers, des paysans pauvres et du reste de la classe laborieuse. Les classes moyennes ont défendu des revendications plus avancées, comme celle de la création d'assemblées constituantes, et cela, en raison du degré de l'attaque économique et politique qu'elles subissent de façon permanente. Mais, ils ne peuvent échapper aux illusions bourgeoises qui veulent changer leur condition sans toucher à la même structure de classe. Au final, la petite bourgeoisie a composé avec la bourgeoisie libérale et la grande bourgeoisie en mettant en avant les revendications à caractère politique et en laissant, en Egypte principalement, les nouveaux pouvoirs abandonner les revendications économiques et sociales, seules à même de changer l'ordre établi du capitalisme. Nous en sommes là pour le moment.

Quelques cas particuliers

Cette analyse générale gagnerait à être nuancée. Ainsi le Maroc est aussi un pays quasi féodal et a donc des traits communs avec les monarchies arabes d'Asie ; les propriétaires terriens, l'ancienne bourgeoisie, y jouent un rôle essentiel, au sein de l'ensemble comprador. C'est beaucoup moins vrai en Algérie, en Egypte ou même en Tunisie, bien plus industrialisées, ça l'est un peu moins au Yémen.

Par ailleurs, il existe, dans le Machrek arabe, un courant politique particulier des franges hautes de la petite bourgeoisie, les Frères Musulmans. Contrairement aux organisations islamistes traditionnelles, dirigées par des grands bourgeois ou des princes et recrutant leurs troupes dans les classes populaires et le lumpen-prolétariat, les FM sont, comme l'ex FIS en Algérie, une organisation de la petite bourgeoisie et des classes moyennes. Ils ont à leur tête tout un réseau d'intellectuels, universitaires notamment et recrutent essentiellement parmi les avocats dont ils dirigent le syndicat et surtout parmi les étudiants qui représentent seulement 20 % des jeunes Egyptiens, donc sont essentiellement des petits bourgeois, voilà qui nous rapproche de la France de 1968. Ils forment une organisation réactionnaire, qui ne remet nullement en cause le capitalisme et a souvent, dans le passé, servi les intérêts de puissances impérialistes notamment les USA contre le régime nassérien. Ils font partie de la nébuleuse des Wahabbites et sont financés par des argentiers saoudiens notamment la banque Al-Taqwa. Exilé par Nasser, vivant depuis 30 ans au Qatar, leur prêcheur en chef, Youssef-al-Qardawi, est désormais revenu en Egypte où il a imprimé l'accord entre les militaires et les Frères musulmans, en enterrant toutes les exigences des manifestants de la place Tahrir. Les Frères Musulmans sont aussi très présents en Libye, en Syrie, en Jordanie, nous y reviendrons.

Le nationalisme arabe aujourd'hui

Qu'est-ce que la colonisation

Il nous faut maintenant reparler de la colonisation et surtout de la période qu'il est convenu d'appeler dans nos livres d'Histoire, la décolonisation. On peut définir la colonisation comme étant la mainmise d'une manière ou d'une autre de grands capitalistes sur des régions du monde et leurs richesses, directement ou par l'intermédiaire des structures de l'Etat bourgeois ou féodal du pays qu'ils dominent. Ce n'est pas une nouveauté : la Rome antique pratiquait le colonialisme, les Vikings et les Allemands des XIème et XIIème siècles ont fait de même, comme les Etats modernes, qui ont eu recours à l'esclavage, ou le capitalisme dans ses premiers temps. Mais, en ces temps-là, il ne recouvrait pas du tout la même réalité. Le stade de l'impérialisme, qui est celui des multinationales disposant d'un monopole

aujourd'hui planétaire, rend indispensable la colonisation pour le grand Capital. Lénine évoque la colonisation dans son ouvrage majeur sur la question, "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" (1916): « Ce qui caractérise notamment le capitalisme actuel, c'est la domination des groupements monopolistes constitués par les plus gros entrepreneurs. Ces monopoles, sont surtout solides lorsqu'ils accaparent dans leurs seules mains toutes les sources de matières brutes, et nous avons vu avec quelle ardeur les groupements capitalistes internationaux tendent leurs efforts pour arracher à l'adversaire toute possibilité de concurrence, pour accaparer, par exemple, les gisements de fer ou de pétrole, etc. Seule la possession des colonies donne au monopole de complètes garanties de succès contre tous les aléas de la lutte avec ses rivaux, même au cas où ces derniers s'aviseraient de se défendre par une loi établissant le monopole d'Etat. Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées, et plus est brutale la lutte pour la possession des colonies. »

Peut-on dire que le Maghreb et le Moyen Orient ont été décolonisés ? La question est essentielle. En réalité, les seuls pays décolonisés furent ceux qui obtinrent leur indépendance au moyen d'une rupture claire et nette, fût-elle momentanée, avec le pays colonisateur, et le plus souvent par les armes. Les autres n'obtinrent qu'une indépendance de façade, troquant une forme de colonisation contre une autre. Cela correspond à ce qu'écrivait Lénine : « formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique ».

L'existence de l'URSS permit à la plupart des peuples d'Asie et d'Afrique, même si certains d'entre eux subissaient une forme différente de colonialisme, d'obtenir un niveau de vie bien supérieur à celui qu'ils avaient avant et à celui qu'ils eurent après la chute du premier pays socialiste de l'Histoire. La situation créée par la fin des pays socialistes, constitue toutes proportions gardées un retour à l'avant 1914. Une menace révolutionnaire nettement en berne et la "nouveau" de l'arme nucléaire omniprésente, une manière de "recolonisation" fut mise en place dès la fin de l'URSS et parfois même sans attendre le coup de grâce.

Les pays devenus « indépendants » le furent le plus souvent selon un tracé de frontières décidé par le ou les colonisateurs. Ainsi virent le jour des Etats fantoches, comme le Koweït ou le Qatar, fabriqués sur mesure par les dirigeants britanniques, ou de multiples Etats sans aucune conformité avec la réalité historique comme par exemple dans le golfe de Guinée. De multiples Etats artificiels au sein desquels ou entre lesquels on excitera toutes les rivalités possibles : voilà qui correspondait bien aux vœux des impérialistes. La seconde guerre mondiale avait mis hors-jeu certaines puissances coloniales, l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Mais l'impérialisme dominant, les USA, plus pauvre en colonies que ses alliés et néanmoins rivaux, se mit sur les rangs afin d'étendre sa zone d'influence, de mettre la main sur les richesses situées dans tel ou tel pays nouvellement indépendant. Les USA soutinrent certains mouvements de libération pour contrecarrer les organisations communistes, ou même, parfois, pour avancer des pions vis-à-vis de la France ou de la Grande Bretagne. Ils essayèrent ensuite, non sans réussite parfois, comme avec l'Egypte de Sadate, de récupérer dans leur orbite certains Etats indépendants qui avaient lutté contre la France ou la Grande Bretagne pour obtenir leur liberté, souvent avec l'aide de l'URSS. Enfin, à l'aube des années quatre-vingts, ils

"lancèrent" le mouvement intégriste islamique pour combattre le nationalisme arabe comme les partis communistes.

Le rôle historique des bourgeoisies nationales arabes

Alors qu'en Asie orientale, le combat anticolonial fut mené par les classes populaires avec leurs partis communistes, dans certains des pays qui nous intéressent, le combat de libération nationale fut conduit par une partie de la bourgeoisie locale. Ce fut le fameux mouvement appelé le nationalisme arabe. Il s'agit d'un courant laïque qui s'organisa sous différentes formes durant les années 50 et 60, confisqua le pouvoir aux représentants de la bourgeoisie compradore à l'issue d'un soulèvement armé et qui représentait telle ou telle frange de la bourgeoisie locale, favorable à l'indépendance. Souvent, des officiers supérieurs ou généraux en furent les figures de proue (Nasser en Egypte, Kadhafi en Libye, Kassem en Irak, etc.). Un cas particulier est représenté par le parti Baas qui rayonna sur l'Irak, ancienne colonie anglaise, et la Syrie, ancienne colonie française. La plupart de ces dirigeants arabes furent soutenus par l'Union Soviétique, et, une fois la libération nationale acquise, procédèrent à des nationalisations (canal de Suez en Egypte, pétrole en Libye et en Irak). La Syrie baasiste d'aujourd'hui, comme l'Irak dirigé par Saddam Hussein en son temps, possède toujours la santé et l'éducation gratuites. Pour autant, on aurait tort d'oublier que ces mouvements n'étaient pas des partis ouvriers et que, souvent, une fois leur pouvoir assis, ils se débarrassèrent des communistes. Le parti communiste égyptien, qui s'était auto-dissous et avait rejoint l'Union Socialiste Arabe de Nasser, représentant de la petite bourgeoisie, promu par l'armée, vit ses anciens dirigeants emprisonnés par Sadate, encore un officier, mais issu d'une famille de la grande bourgeoisie, et définitivement interdits par Moubarak, l'homme des milieux d'affaire, qui n'est même pas un militaire. Le général Nemeiry au Soudan en 1971 et le Baas irakien de Saddam Hussein en 1976 se débarrassèrent dans un bain de sang des communistes qui participaient au pouvoir et des militaires marxistes.

Les dirigeants de ces pays s'engagèrent dans le combat contre l'Etat d'Israël pour défendre les droits des Palestiniens, au nom d'une unité du peuple arabe qui était l'un de leurs ciments idéologiques. Ainsi, en 1967, lors de la guerre des six jours, des soldats irakiens vinrent combattre aux côtés des Jordaniens et des Yéménites aux côtés des Egyptiens. Malheureusement, ils oublièrent bien vite la solidarité avec le peuple martyr. En particulier, en 1970, ni le contingent militaire irakien présent sur place, ni l'armée syrienne située à quelques dizaines de kilomètres, ne bougèrent le petit doigt pour empêcher le fameux "septembre noir", le massacre des Palestiniens par la garde du roi de Jordanie Hussein, valet des impérialistes s'il en fut. Enfin, opposés aux colonisateurs et soutenus par l'URSS, les mouvements nationalistes arabes furent approchés par les USA, du temps où les pays socialistes existaient et choisirent souvent leur "protection". Des conseillers militaires US furent présents dans l'Egypte de Sadate, au Soudan de Nemeiry et même dans l'Irak de Saddam.

Le cas particulier de l'Algérie

Disons enfin un mot de l'Algérie. Le FLN constituait l'archétype du mouvement de libération nationale : tout le monde en faisait partie, des représentants de la haute bourgeoisie indigène, gênée par la colonisation à des militants syndicalistes ouvriers : des communistes à des anticommunistes notoires, notamment les "ancêtres" de l'intégrisme actuel ; au milieu et à la direction, la petite bourgeoisie

et les classes moyennes engagées dans le combat militaire. Inévitablement, ce mélange allait donner lieu à des divergences et des conflits, dès l'indépendance gagnée (et même avant). Comme ce fut le cas dans d'autres pays libérés par les armes, le FLN, de mouvement de libération nationale devint un parti unique, avec les mêmes influences contradictoires qui le traversaient. Parvenu au pouvoir avec le soutien de l'armée, Houari Boumediene tenta d'installer une forme de socialisme. Il procéda en 1971 à la nationalisation des hydrocarbures, au grand dam de la France. Si le mot socialisme est discutable, car il n'existait pas de parti de la classe ouvrière, on peut créditer les dirigeants algériens de cette époque d'une volonté d'établir une société collective. Cependant, au bout de quelques temps, les éléments conservateurs du FLN avec notamment le nouveau président, Chadli Bendjedid, reprirent la main, ouvrirent la voie au FIS en instituant le code de la famille et se rapprochèrent des USA, entamant le processus de privatisations que Bouteflika devait largement activer.

Analyse de la situation historico-politico-économique libyenne

Aujourd'hui, force est de constater que, dans ces cas-là, les pays impérialistes ont repris la main. Les deux derniers Mohicans sont la Libye d'avant l'invasion et la Syrie baasiste, regardons un peu ce qu'il en est. Après la fin de l'URSS, les dirigeants nationalistes arabes ont décidé un glissement à droite qui s'est traduit par des privatisations et une ouverture de certains marchés aux multinationales, suivant les traces du Baas irakien à la fin des années 80.

En Libye, Kadhafi et ses compagnons qui ont réalisé la révolution de 1969, chassant le roi Idris, marionnette des britanniques, ont expulsé, au moins pour un temps, les colonialistes. Le régime incarné par Kadhafi a été un régime foncièrement antimonarchiste, anti intégriste, anticolonialiste et anti-impérialiste. Durant 40 ans il a incontestablement livré une bataille ininterrompue contre le néocolonialisme en Afrique et combattu sans relâche la tendance à pactiser avec les sionistes israéliens. Malgré leur enrichissement personnel, la motivation des dirigeants libyens historiques restait l'indépendance de la Libye et le bien-être de sa population. Pourtant, en permanence, même du temps des pays socialistes européens, Kadhafi et les siens ont été tentés de verser dans l'anticommunisme, comme en juillet 1971, lorsque le gouvernement libyen aida à la vengeance du général Nemeiry au Soudan après la prise du pouvoir par les militaires marxistes du commandant Hachem El Atta en lui livrant les officiers progressistes et les dirigeants communistes qui s'étaient enfuis. Mais à l'inverse, le même gouvernement apporta une aide financière cruciale à l'Algérie de Boumediene, après la nationalisation des hydrocarbures en février de la même année, afin de briser le boycott du pétrole algérien que le gouvernement français avait tenté de mettre en place en représailles à cette décision historique. Il faut dire que les dirigeants libyens ont toujours nié la lutte des classes, prônant la réconciliation. Bien qu'ils fussent indéniablement anticolonialistes, il n'a jamais été dans leurs intentions d'établir une véritable société socialiste. C'est de cette contradiction, exacerbée après la fin de l'URSS, qu'est morte la Jamahiriya libyenne.

N'établissant pas le pouvoir des classes populaires, les dirigeants libyens ont participé au renforcement d'une petite et moyenne bourgeoisie qui s'est considérablement enrichie. La croissance très élevée depuis vingt ans (10 % en 2010), n'a certes pas jeté le peuple dans la misère, (le chômage était inconnu en Libye) mais a surtout profité aux possédants. Le bilan des "années Kadhafi" est bien meilleur que celui de ses voisins : la Libye possédait le niveau de vie le plus

élevé d'Afrique, l'éducation, l'électricité et la santé y étaient gratuites, chaque famille libyenne possédait un logement et une voiture, l'analphabétisme était réduit à 5 % (moins qu'aux USA) et, à l'université, les femmes étaient plus nombreuses que les hommes. Mais des mesures dites de « libéralisation économique » ont été introduites depuis 15 ans. Après la fin de l'URSS, la Libye opéra un premier tournant, en 1994/1995, avec des facilités accrues pour l'enrichissement de la moyenne bourgeoisie, ce qui occasionna le départ du commandant Jalloud, alors numéro 2 du régime. Mais l'essentiel eut lieu après. Menacé y compris physiquement par les impérialistes (Tripoli avait été bombardé par les USA dans les années 80 ; les Britanniques ont payé plusieurs intégristes pour l'assassiner. Il y avait l'exemple de l'Irak, Kadhafi décida de faire des concessions. En 2003 il inaugura une politique nouvelle basée sur des privatisations. Des hommes d'affaire, des nouveaux riches ont prospéré au sein du système. Les puissances impérialistes ne pouvaient se contenter de ces seules concessions. Elles n'ont cessé de comploter pour obtenir plus, notamment la mainmise pure et simple sur les gisements de pétrole. Elles ont réussi à tisser des liens étroits avec les couches qui ont bénéficié de cette ouverture économique, et ont formé la base sociale la plus disposée à les aider dans leurs manœuvres subversives. Les couches sociales compradorees nées de cette brutale évolution n'aspiraient qu'à pactiser avec les puissances impérialistes pour défendre leur part du gâteau contre toute velléité d'expropriation par le peuple. Le rôle personnel du fils de Kadhafi, Saïf-al-Islam, dans cette "ouverture", à la fois économique et politique (libération des fascistes intégristes prisonniers) fut particulièrement important. Des éléments appartenant à ces couches compradorees se sont glissés jusque dans le gouvernement. Le cas exemplaire est celui de Mahmoud Jibril, aujourd'hui dirigeant de l'autoproclamé CNT. Issu de la bourgeoisie créée par le roi Idris, il avait étudié au Caire, puis aux Etats-Unis et avait rejoint la confrérie des Frères Musulmans. Au début des années 2000, il était patron et principal actionnaire de JTrack, un cabinet international dispensant des formations en communication. JTrack s'était spécialisé dans l'entraînement des leaders arabes et d'Asie du Sud-Est pour leur apprendre à parler le langage de Davos : comment donner aux Occidentaux l'image qu'ils ont envie de voir. L'émir du Qatar fit appel à lui en 2005 pour réorganiser et changer la ligne éditoriale de la chaîne de Télé qu'il possède, Al-Jazeera. Par la suite, les états-unis le conseillèrent à Kadhafi et il fut chargé, avec le ministère du plan, de diriger au pas de charge la dérégulation de l'économie libyenne et la privatisation de ses entreprises.

Cette période de "libéralisation" eut deux conséquences. D'abord, privatisations, licenciements et réduction des allocations sociales ont provoqué la chute du niveau de vie des classes populaires, créant un mécontentement croissant. Avec un paradoxe assez courant, ce mécontentement fut utilisé ensuite par la même nouvelle bourgeoisie qui l'avait créé. Ensuite, l'affrontement au sein même du pouvoir libyen devint de plus en plus aigu. Rejoint par certains dirigeants qui avaient retourné leur veste, les hommes de la bourgeoisie compradore ne songeaient désormais qu'à se remplir les poches et à prendre le pouvoir pour eux-mêmes. Le système a empêché les travailleurs, les jeunes, les femmes, les paysans de s'organiser. A partir de là il était incapable de rompre avec les pratiques hégémonistes et de faire appel à la mobilisation démocratique des masses pour trancher la question de savoir si les richesses libyennes doivent profiter à l'ensemble des couches laborieuses du pays ou seulement à une minorité

d'affairistes véreux et aux multinationales. Il a cru que les divergences inconciliables autour de cette question fondamentale pouvaient être réglées dans les coulisses, sans débats démocratiques ouverts, dans le dos des masses populaires, par des compromis boiteux dans les cercles fermés du régime, par la ruse ou par la force pour imposer des solutions "consensuelles", incompatibles avec les réalités d'une société traversée par des conflits de classe inconciliables.

analyse de la situation historico-politico-économique syrienne

La Syrie a connu un destin similaire. Après la tentative avortée d'unification entre l'Égypte et la Syrie (la RAU 1958-1961), les Baasistes parvinrent à la direction du pays à la suite de la prise du pouvoir par le général Al-Hafez, un de leurs membres. Le parti Baas fut fondé en 1947, notamment par Michel Aflak et Salah Al-Bitar. Tous deux enseignants et fils de marchands engagés dans la lutte contre les Ottomans, ils portaient les idées de ce que l'on appelle parfois le socialisme arabe, qui refuse la lutte des classes et la dictature du prolétariat et prône au contraire de favoriser l'union nationale par la justice sociale et l'égalité des citoyens. Hostile à la propriété privée, le socialisme arabe accepte celle issue du travail productif. Les propriétés non-exploiteuses (artisanat de production ou de service, commerce de détail, petite propriété agricole, unité du petit fabricant ou du petit patron, etc.) sont maintenues. L'individu reste la base de la société et l'État doit jouer un rôle régulateur et distributeur. Ces idées ne diffèrent guère de celles de Nasser ou du FLN algérien. Il faut toutefois noter une divergence de taille, les fondateurs du Baas étaient influencés par les idées des pays impérialistes (France et Grande Bretagne) et parlaient beaucoup de « démocratie politique », au sens du concept capitaliste. Parvenus au pouvoir ils réalisèrent d'importantes nationalisations (1963 et 1964). Ils continuaient de mettre en avant le panarabisme tout en organisant une société autour des classes moyennes et de la petite bourgeoisie un peu à l'image de l'Iran actuel, la laïcité en plus. Mais, au sein du Baas, un courant marxiste prenait de l'ampleur. En 1966, le général Salah Jedid, de la tendance pro-marxiste prit le pouvoir et Aflak et Bitar furent écartés. Jedid et le nouveau leader du Baas, Nureddine Atassi, s'intéressaient en premier lieu à la transformation de l'État syrien, à la construction d'un véritable socialisme, ils délaissent l'idée panarabe au profit de celle de la Grande Syrie, et réalisèrent la réforme agraire, d'où leurs noms de régionalistes et progressistes. Mais la tendance nationaliste, moins favorable au socialisme, voyant seulement dans l'URSS un allié de poids, animée par le général Hafez El-Assad, alors ministre de la défense, reprit la main. Profitant de la défaite lors de la guerre des Six Jours, qui entamait le prestige de Jedid, au lieu d'utiliser l'armée pour aider les Palestiniens massacrés par l'armée jordanienne, il organisa un coup d'État et prit le pouvoir en novembre 1970. Durant les trente années de maintien d'Assad au pouvoir la Syrie resta un État disposant de l'école et de la santé gratuite mais dans le cadre d'une économie capitaliste. A la différence de l'Algérie de Boumediene et de la Libye, la Syrie d'Hafez El-Assad a toujours connu un taux de chômage autour de 4 à 5 %. Il s'est aggravé après la disparition de l'URSS.

A la mort d'Assad, son fils Bashir fut installé au pouvoir. Tout en maintenant la politique étrangère défendue par son père : alliance avec l'Iran, pas d'accord avec Israël, soutien au Hezbollah au Liban ainsi que le fonctionnement multipartite avec les Nassériens, les Communistes et les Nationaliste Grands Syriens, il engagea ce que l'on a coutume d'appeler des réformes. Depuis 2000, donc, les privatisations et le démantèlement des acquis de la société baasiste sont allés bon train. La bourse

de Damas fut créée en 2009 et les experts occidentaux expliquaient régulièrement que le pays passait progressivement d'une économie fortement contrôlée par l'Etat à une économie de marché plus libre où la privatisation jouait un rôle important. D'ailleurs, l'OMC a ouvert des négociations d'adhésion avec Damas en mai 2010. La libéralisation entreprise en Syrie est d'une ampleur bien plus grande que celle de la Libye. Aussi, les fondations spécialisées US que nous évoquions plus haut, placent la Syrie dans le groupe des pays "quasiment administrés", tandis que la Libye de Kadhafi se trouve dans le dernier groupe, celui des pays "totalement administrés" au même titre que le Venezuela ou Cuba. Non seulement le chômage est en moyenne au-delà de 7,5 % (et 75% des chômeurs ont entre 15 et 24 ans), mais la bourgeoisie libérale a désormais une place non négligeable dans le pays et s'enrichit outrageusement. La crise agricole a entraîné un exode rural relativement important (20 à 30% de migrations de 2007 à 2008), et surtout une hausse de 27% du prix des céréales et du pain depuis janvier 2008, obligeant le pays à importer du blé pour la première fois.

La Syrie est donc dans une configuration plus proche de celle de l'Égypte ou de l'Algérie que de celle de la Libye. Il n'en demeure pas moins que les nouvelles couches compradores en veulent plus, que les impérialistes veulent pénétrer encore plus le marché et disposer d'un pays de nouveau colonisé, à leur botte, éliminant du même coup le principal obstacle à l'hégémonie israélienne.

Le crépuscule du nationalisme arabe arrivé au bout de ses contradictions Cette période est donc finissante. Nous en sommes revenus au point de départ, les régimes du monde arabe sont désormais de nouveau quasiment tous soumis à l'impérialisme, et leurs peuples colonisés. Les retournements des régimes arabes progressistes, leurs concessions aux impérialismes et aux théories économiques dominantes, leur refus ou leur incapacité à donner le pouvoir aux classes populaires ont entraîné l'échec final des régimes nationalistes arabes. Cette incapacité à changer la nature de la société montre, s'il le fallait, qu'il n'y a pas de possibilité d'une évolution et d'un véritable changement démocratique qui servent les intérêts de toutes les classes du peuple, y compris la bourgeoisie nationale, sans la destruction du pouvoir colonial, et pour les pays féodaux, une solution démocratique de la question paysanne. Aucune classe ne peut imposer cette solution sans la classe ouvrière avec son parti communiste. L'époque de la démocratie bourgeoise classique où la bourgeoisie nationale pouvait jouer un rôle révolutionnaire et progressiste à travers sa domination de classe a connu sa fin historique lors de la première guerre mondiale en Europe et est aujourd'hui terminée également au Moyen Orient comme au Maghreb. Une nouvelle époque a commencé, celle de la nouvelle démocratie expression de la dictature du prolétariat, des paysans pauvres et les autres classes du peuple révolutionnaire.

Quelques mots à propos des guerres actuelles menées par l'impérialisme

Warren Buffet, deuxième fortune mondiale a eu droit à de larges échos des media de tout le monde impérialiste parce qu'il avait écrit, dans un appel « Nous, les très riches, devons payer plus de taxes ». Mais les même média ont, comme par hasard, oublié de relayer cette phrase essentielle de sa déclaration : « Pendant que les classes pauvres et moyennes se battent pour nous en Afghanistan, nous, les très riches, continuons à bénéficier de nos extraordinaires réductions d'impôts. »

On comprend que les journalistes, pionniers dont la tâche consiste à véhiculer l'idéologie dominante, n'aient pas voulu que la déclaration cynique de ce grand capitaliste soit connue du plus grand monde. Cette guerre pour les riches est évidemment plus présentable quand elle s'appuie sur ce que l'on appelle le droit d'ingérence, principal prétexte des va-t'en-guerre, comme, par exemple l'inénarrable Bernard Henri Lévy. Au temps du colonialisme des débuts, les capitalistes d'Europe, les missionnaires, les militaires, les explorateurs, les enseignants à leur service apportaient en Afrique ou en Asie la civilisation. Aujourd'hui, ils apportent la démocratie. Le mot est différent, mais le concept n'a pas bougé d'un iota, il est marqué tout autant du label judéo-chrétien et sert toujours mieux de paravent aux entreprises colonialistes des divers impérialismes. Au nom du sauvetage des populations en danger, à coup d'informations déformées, ou le plus souvent fabriquées, l'ONU, organisme au service des impérialistes, met à mal un des principaux acquis démocratique de 1945, la souveraineté des Etats. Cela permet, pour les impérialistes, de revenir à la politique de la canonnière, au bon vieux temps des colonies. C'est le droit, pour le fort, d'envahir et d'opprimer le faible qui lui résiste. Ne nous y trompons pas, la guerre impérialiste de Libye constitue, à cet égard, un précédent qui ouvre la voie aux interventions des puissances impérialistes un peu partout dans le monde.

La guerre impérialiste en Libye

Nous ne reviendrons pas en détail sur la réalité de ce qui se passe en Libye, cela a déjà été fait sur le site de "Communistes" à plusieurs reprises. Révétons tout de même un élément factuel récent, passé sous silence par nos professionnels de la désinformation. Il s'agit de la situation de la ville de Syrte, en proie à une véritable catastrophe humanitaire, dénoncée même par une organisation comme Amnesty international, dont on connaît pourtant la forte affinité avec le régime capitaliste. Depuis le 25 août 2011, la ville libyenne a été soumise aux tirs de missiles et d'armes lourdes des forces de l'OTAN. Selon ses propres estimations, l'organisation militaire occidentale a effectué 427 bombardements entre le 25 août et le 29 septembre, dont 35 raids pour la seule journée du 27 septembre. L'armée française, quant à elle, s'enorgueillit d'avoir assuré 140 sorties de chasseurs et d'hélicoptères dont 60% sont des missions offensives, entre le 30 septembre et le 6 octobre. Une vingtaine d'objectifs dans les régions de Syrte et Bani Walid auraient été "neutralisés". Le docteur Mego Terzian, porte-parole de Médecins sans Frontières (MSF) explique que le personnel médical de la ville, avec lequel l'organisation a des contacts, se plaint de l'afflux de blessés, dont une majorité d'enfants. « On manque d'électricité, d'eau et de matériel médical élémentaire tels antibiotiques, pochettes de sang, etc. ». MSF voulait se rendre dans les hôpitaux avec du matériel, mais l'accès en a été formellement interdit par le CNT. Et, par la mer, aucun accès n'est possible, en raison du blocus par les navires de l'OTAN. Les chefs de guerre des forces du gang de Benghazi avaient leur plan : « Nous essayons en quelque sorte d'affamer » les pro-Kadhafi, avouaient-ils. Déclaration qui n'a même pas ému les partisans de " l'ingérence humanitaire". Et, pendant ce temps-là, le groupe français Total a annoncé qu'il avait repris la production de pétrole sur une plate-forme au large de la Libye. Total fut donc la première compagnie étrangère à reprendre l'exploitation du pétrole libyen depuis le début de l'opération "rébellion libyenne" commanditée par les puissances occidentales. Essayons aussi de comprendre plus précisément les intérêts des multinationales

françaises et de l'Etat à leur service. Nous avons bien compris que Total était dans le coup. On se souvient que c'est au nom des intérêts de Total, justement, en très bons termes avec Saddam Hussein, que la France de Chirac n'avait pas participé à l'assaut final sur l'Irak. Mais, en Libye, Total était aussi menacé qu'Exxon. Il faut ajouter la concurrence "amicale" avec l'Allemagne. Celle-ci a pris le contrôle économique de l'Europe de l'est, la France, puissance moyenne et déclinante, voudrait bien faire de même. Mais où jeter son dévolu ? Sur la Méditerranée. Le projet qu'avait concocté Sarkozy avec son Union pour la Méditerranée, organiser une coopération entre cinq pays d'Afrique du nord et cinq pays d'Europe du sud a fait long feu. Kadhafi, un temps d'accord a refusé parce que Sarkozy voulait absolument y intégrer Israël. Et, pour finir, l'Allemagne a complètement torpillé le projet. Voilà encore une bonne raison de se venger.

Les féodaux du Golfe Persique

Parmi les plus actifs des ennemis des derniers régimes nationalistes arabes, particulièrement résolus à les abattre, nous comptons les féodaux du Golfe persique. Ils sont parvenus à réconcilier les deux courants du fascisme religieux de leur région, les Salafistes et les Frères Musulmans. Les uns, recrutés dans le lumpenprolétariat du monde arabo-musulman, commandés par des chefs issus de la grande bourgeoisie compradore, voire de la féodalité. (Le prince saoudien Bandar ibn Sultan est aujourd'hui à la tête d'une armée de près de 20 000 hommes), constituent la force de frappe. Les autres, émanation de la petite bourgeoisie, dont les responsables sont avocats, théologiens, enseignants des universités, ou dirigeants d'Al-Jazeera, forment l'élite pensante. Il est important, dans ce tour d'horizon, de bien comprendre que ce conglomérat n'englobe absolument pas les organisations chiites à rayonnement social, comme le Hezbollah, ni l'Etat iranien. Il ne s'agit pas là seulement de divergences religieuses ; l'Iran, nous l'avons dit, a fait le choix de résister à l'impérialisme US et à ses alliés de l'UE, l'Oran qui caresse le rêve de devenir une grande puissance régionale aux côtés de la Chine, de l'impérialisme US et de ses alliés européens. Un tel scénario causerait la ruine des compradores arabes du Golfe et de leurs chefs, les émirs milliardaires. D'ailleurs, les révoltes populaires dans leur zone d'influence sont interdites : les deux mille soldats saoudiens envoyés par les USA pour massacrer les manifestants bahreïnais sont là pour nous le rappeler.

Les attaques contre la Syrie

La Syrie est depuis longtemps dans la ligne de mire des impérialistes qui lui reprochent d'abord sa politique étrangère, qui en fait le dernier réel opposant à Israël du monde arabe. Depuis quelques années, le point d'impact choisi par les USA et leurs valets du Golfe Persique est le Liban. Le Liban est un de ces pays créés artificiellement par un colonisateur officiellement sur le départ qui doit probablement sa survie à un fonctionnement politique quelque peu particulier. Depuis que le pays existe, les partis politiques ont, pour l'essentiel, une structure à la fois religieuse et clanique. Dans les années 70, au paroxysme de cette situation, chaque leader, chrétien maronite ou musulman sunnite avait son propre parti, organisé autour de sa famille. Seuls le Parti Communiste Libanais, le parti des Mourabitoun (nassériens de gauche dirigés par Ibrahim Qoleilat) et le Parti Nationaliste Syrien, favorable à la Grande Syrie (union du Liban et de la Syrie dans un pays unique) avaient une structure non clanique. Mais ces partis ont fortement perdu de leur influence, notamment à la suite de l'entreprise réussie du Hezbollah de rassembler le maximum des forces populaires chiites du sud du pays. Les trois

partis ont tout de même participé aux combats contre l'invasion israélienne en 2006, mais, les milices du PCL et du PSNS étaient le plus souvent sous commandement du Hezbollah. La structure confessionnelle des organisations s'est donc amplement renforcée depuis les années 90 et 2000. Il en est de même pour la structure clanique, même si sa nature a évolué : le Hezbollah n'est pas la propriété de la famille Nasrallah, mais d'un clan plus divers, avec des relations complexes de clientélisme ; les sunnites du nord du pays (Tripoli du Liban) se sont regroupés entre le bloc Marada, des Karamé, traditionnellement proche du Baas syrien, et celui du premier ministre actuel, Najib Mikati, situé au centre de l'échiquier politique. Le Courant patriotique libre de Michel Aoun, est majoritairement composé de chrétiens maronites, mais pas entièrement et se revendique de la laïcité, on peut dire qu'il regroupe les notables d'une région du Liban et leurs affiliés et clients, un clan plus régional que familial.

A vrai dire, aucun parti politique dominant du Liban ne remet en cause la société capitaliste. En revanche, les franges diverses de la bourgeoisie, selon leur confession ou leurs intérêts, choisissent le camp de l'impérialisme, français ou états-unien, ou celui du mini impérialisme régional, la Syrie. Les hommes des impérialistes dominants, au Liban, sont ceux du Courant du Futur, organisé autour de la famille Hariri, de riches hommes d'affaire d'origine saoudienne et les clans ultraréactionnaires chrétiens, les Forces Libanaises de Samir Geagea, rassemblant des orthodoxes et les clans familiaux maronites des familles Gemayel (les Phalanges Kataeb), Chamoun (le parti national libéral) et Eddé (le bloc national). L'assassinat de l'ancien premier ministre Rafik Hariri en février 2005 fut le point de départ d'une opération conjuguée de l'Arabie et des USA. S'appuyant sur les nouveaux leaders sunnites, Saad Hariri, jusqu'alors chef d'entreprise dans le paradis capitaliste saoudien et Fouad Siniora, ex-PDG d'un groupe bancaire appartenant aux Hariri, ils réussirent, en formulant des accusations, pour lesquelles on attend encore un commencement de preuve, concernant l'assassinat de Rafik, à expulser du Liban les troupes syriennes et à rallier ceux que l'on appelle les centristes : le PSP, qui regroupe une bonne partie de la communauté druze derrière la famille Joumblatt, les maronites groupés autour du président de la République actuel, Michel Sleiman, et certains sunnites du nord du pays, comme Najib Mikati. Mais, le rôle éminent des miliciens du Hezbollah dans la résistance à l'agression israélienne de 2006 et les mesures antisociales du gouvernement Siniora ne permirent pas au scénario libanais des princes saoudiens de réussir. Les élections de 2009 virent émerger un parlement très partagé. La pression populaire aidant, le PSP se souvint que le S de son nom signifiait socialiste et s'opposa à certaines privatisations. En outre, le cheval de Troie US, le tribunal spécial pour le Liban, apparut aux Libanais de plus en plus pour ce qu'il était : une entreprise destinée, non pas à trouver la vérité sur l'assassinat de Rafik Hariri, mais à imposer la vérité qui plaisait aux impérialistes. D'ailleurs, son président, le juge Antonio Cassese, trop manifestement lié aux intérêts israéliens, a dû démissionner très récemment. Au final, les "centristes" renversèrent la majorité qu'ils avaient faite et participèrent à une nouvelle coalition avec les opposants à la coalition précédente (Hezbollah, Courant Patriotique Libre, maronites pro-syriens du nord de la famille Frangié, et sunnites du Marada, le mouvement Amal, de la petite bourgeoisie chiite, etc...). Rassurons toutefois les adeptes des théories économiques libérales, l'actuel premier ministre, Mikati, est également un homme d'affaire, et le Hezbollah, malgré un certain nombre de positions sociales, ne remet pas en cause le "marché".

Après leur échec partiel, les partisans des Hariri, tentèrent un coup de force. Leurs milices armées provoquèrent de violents accrochages aux armes automatiques, aux grenades et aux roquettes antichars, vendredi 17 et samedi 18 juin, c'est-à-dire deux jours après l'entrée en fonction du gouvernement Mikata, contre le quartier de Tripoli à majorité alaouite de Jabal Mohsen, faisant 7 morts et 60 blessés, dont plusieurs militaires. L'objectif poursuivi était de transformer la deuxième ville du Liban en zone instable, théâtre d'affrontements à caractère confessionnel entre sunnites et chiïtes, afin d'exporter cette discorde vers les régions syriennes, dans le but ultime d'installer en Syrie la discorde confessionnelle. Les partisans de Saad Hariri pénétrèrent d'ailleurs en Syrie pour semer les troubles dans les villes de Talla Kalakh, Homs et Baniyas, à partir du Liban-Nord, dont le chef-lieu est Tripoli. Ce fut une sorte de signal pour toutes les forces aux mains des princes saoudien ou de l'émir du Qatar. Nous retrouvons là notre vieil ami l'émir qui avait présidé en 2005, dans sa capitale Doha, à l'accord entre les factions libanaises permettant de constituer le gouvernement de Siniora et qui continue de financer les organisations militaires à la solde du clan Hariri. A la suite, d'autres frontières de la Syrie devinrent poreuses et des centaines de combattants salafistes armés, qui par l'Arabie, qui par le Qatar, qui par les Emirats, entrèrent en Syrie par la Jordanie, ou par l'Irak, proconsulat états-unien. Ce sont ces éléments armés, en liaison avec les Frères musulmans de Syrie et de Jordanie qui déclenchèrent les émeutes armées de Hama et de Homs.

Ils avaient la bénédiction des hautes autorités de la liturgie sunnite. Ainsi, Youssef-Al Qardawi, l'égérie des Frères musulmans, juste avant son retour en Egypte, prononça, depuis son exil doré du Qatar, un appel à renverser et tuer aussi bien Kadhafi que Bashar El-Assad. Depuis, il a multiplié les appels semblables, tout en précisant le type de régime qui devait, selon lui, s'instaurer en Syrie : ce que nos journalistes appellent un "islam original", mélange de "démocratie de marché" à l'américaine et d'obscurantisme à la saoudienne ; des dirigeants élus pourvu qu'ils s'engagent à faire appliquer la Charia dans son interprétation la plus bornée. Youssef al-Qardawi a été rejoint par l'ouléma saoudien Saleh El-Haidane qui a appelé à « tuer un tiers des Syriens pour que les deux autres tiers vivent » (sic). Tuer un tiers des Syriens ? Cela signifie occire les chrétiens, les chiïtes, les alaouites, les druzes, les juifs. Pour que vivent les deux tiers ? C'est-à-dire pour instaurer un État sunnite avant que celui-ci n'épure sa propre communauté.

Les puissances impérialistes se sont engouffrées dans le passage ouvert par leurs féaux intégristes soldés par les émirs du Golfe. Ils avaient programmé la guerre en Syrie. Pour autant, l'attaque coordonnée des puissances impérialistes et de leurs sbires régionaux contre l'État syrien ne peut nous faire oublier que des raisons objectives de mécontentement existent en Syrie. Le chômage, surtout celui des jeunes, les diplômés sans débouché, la libéralisation des prix, les licenciements suivant les privatisations ont déclenché les mêmes envies de changer qu'en Egypte ou en Tunisie, et il faut y ajouter, comme au Maroc, la misère grandissante des paysans. Que le régime baassiste combatte ses ennemis extérieurs, les intégristes et leurs soutiens de la bourgeoisie libérale qui veulent installer un système pire que l'actuel, soit. Mais quand Assad explique qu'il a entendu le message et parle de réformes, on peut à bon droit, être inquiet. Ce qui était vrai de la Libye l'est aussi, a fortiori, de la Syrie, même si Assad dispose d'une armée soudée, bien supérieure aux milices de Kadhafi. S'il ne décide pas de se tourner vers le peuple, de confier le pouvoir ou au moins d'associer aux décisions les classes populaires, les ouvriers et

les paysans en premier lieu, il ne sauvera pas sa république laïque ; tôt ou tard, il tombera comme ses amis nationalistes arabes avant lui. Son seul choix de survie, c'est celui du prolétariat mais c'est un choix qu'il n'a manifestement pas l'intention de faire.

Pourquoi la poursuite de la guerre par les impérialistes est plus qu'envisageable
Les impérialistes ont d'autres cibles en vue dans la région, et d'abord l'Iran. Nous avons dit quelles en étaient les raisons. Rappelons tout de même les propos en 2007 du général à la retraite Wesley Clark, qui fut commandant suprême de l'OTAN entre 1997 et 2001. « En 2001, au Pentagone, un général m'a dit : Je viens de recevoir un rapport confidentiel du secrétaire à la Défense : nous allons prendre sept pays en cinq ans, en commençant par l'Irak, ensuite la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan, et, pour finir, l'Iran. » Il s'agit maintenant de voir ce qui rend possible une invasion directe ou plutôt indirecte de l'Iran dans les années à venir.

La situation économique et sociale du pays offre une opportunité aux impérialistes. La période où Kathami était président fut l'occasion d'une « libéralisation économique », comme ils disent, qui a été freinée mais pas stoppée depuis qu'Ahmadinejad dirige le pays. L'économie du pays reste largement dominée par le secteur public qui en contrôle près de 80%, mais elle est très dépendante des revenus pétroliers qui représentent près de 80% des exportations et 60% des recettes budgétaires. C'est donc officiellement pour diversifier son économie et devenir moins dépendant du secteur pétrolier que le gouvernement a décidé de privatiser et d'ouvrir à l'investissement étranger la plupart des secteurs de son économie. La montée du chômage autour de 12 à 15 % (30% chez les jeunes) a provoqué du mécontentement. Ce que l'on appelle l'économie de bazar, qui constituait l'essentiel des échanges depuis la révolution islamique de 1979, semble aujourd'hui pour la bourgeoisie d'affaires un horizon trop étroit. La situation intérieure est donc source d'instabilité, entre les classes populaires mécontentes du chômage, la petite bourgeoisie qui aspire à la démocratie occidentale et la bourgeoisie libérale qui rêve de faire des affaires avec les capitalistes états-unis. Depuis Obama, les USA ont changé leur conception de la guerre. Les guerres directes se font de plus en plus en concertation avec les alliés et en faisant beaucoup plus travailler la CIA qu'avant. Cela permet de soigner l'image médiatique et la manipulation de l'opinion. Nous l'avons vu, la sous-traitance de la guerre peut aller jusqu'à confier le combat effectif à des mercenaires, le but étant, à destination de l'opinion publique états-unienne, d'engager le moins possible des soldats US dans un combat direct. Enfin, il faut utiliser les contradictions et les divisions internes des Etats cibles et instrumentaliser les opposants. L'exemple de la Libye le montre à souhait. L'impérialisme US a dépensé moins, a mouillé l'UE, au moins en partie, il n'a pas débarqué ses troupes, se contentant de massacrer de loin et n'envoyant sur place que des cadres militaires discrets. Surtout, la CIA a beaucoup travaillé en amont et il fut largement fait usage d'Al-Jazeera. Le résultat est probant : l'opinion internationale a gobé beaucoup plus la Libye que l'Irak, les "bombardements intensifs de Kadhafi" plus que les "armes de destruction massive". Dans l'Union européenne, la majorité des gens de gauche et des mouvements anti-guerre croient que, cette fois, les Etats-Unis ont mené une guerre juste. Ben Rhodes, conseiller d'Obama pour les affaires internationales, s'en réjouit : « La nouvelle stratégie des Etats-Unis est plus efficace et moins coûteuse. Avec deux nouveaux principes : le changement de régime se réalise directement par un

mouvement national et les Etats –Unis partagent la responsabilité internationale avec leurs alliés. »

La question du financement de la guerre devient d'ailleurs plus que préoccupante pour l'impérialisme dominant. Les budgets des opérations extérieures des grands pays impérialistes (USA, Grande Bretagne, France) ont explosé depuis une décennie. Ainsi, pour ne parler que de la France, une heure de vol d'un Rafale coûte 13 000 €, un missile Scalp 850 000 €, une bombe 350 000 € et un porte-avion 50 000 € l'heure. Mais il va falloir continuer de dépenser, car les USA veulent partager la facture avec les puissances de l'UE. Robert Gates, leur ministre de la guerre, ne le leur a pas envoyé dire lors de la réunion de l'OTAN de Bruxelles, en juin dernier : « Voulez-vous, oui ou non, payer pour votre défense ? Parce que les Américains, eux, le peuvent de moins en moins. » Les USA paient les trois quarts des dépenses de l'OTAN et l'UE seulement un quart, alors Gates a exigé qu'elle double sa quote-part. Cette inflation de dépenses a du mal à passer auprès des populations, aussi, pour faire quand même cracher le contribuable de l'UE, on lui raconte que la guerre se fait aussi dans son intérêt ; la guerre est, comme le dit Juppé, un "investissement d'avenir", car elle renforcerait la position des entreprises françaises. Ce renforcement est bien une nécessité pour l'Etat au service des grandes entreprises capitalistes, mais ne se fera aucunement dans l'intérêt des classes populaires ; quand les entreprises françaises contrôleront la Libye, elles rachèteront des entreprises locales pour une bouchée de pain, y délocaliseront des usines françaises et elles exploiteront une main d'œuvre d'autant plus rentable que son niveau de vie aura été écrasé par la "révolution" néocolonialiste de l'OTAN. Du coup, les vagues de réfugiés économiques augmenteront, les salaires français baisseront et les profits s'envoleront. Ainsi se confirmera l'aveu du milliardaire Warren Buffet : « Les classes pauvres et moyennes se battent pour nous en Afghanistan » ; et dans toutes les guerres.

Le rôle assigné à la Turquie

Les opérations en Libye et Syrie changent la donne. Les émirs du Golfe et les Frères Musulmans font du bon travail pour les impérialistes. Mais la contrepartie de cet accord politique entre l'impérialisme US et l'organisation politique obscurantiste est l'abandon par ces derniers du soutien, même timide, qu'ils apportaient à la cause palestinienne. On voit bien la perplexité des dirigeants du Hamas, mouvement créé par les Frères Musulmans, même si, aujourd'hui, il a une ligne politique, un milieu social de recrutement et un fonctionnement bien plus proche du Hezbollah. Khaled Mechaal, le dirigeant en exil à Damas, continue de soutenir le régime en place malgré le rôle que jouent ses amis pour l'abattre. Et l'accord intervenu pour la libération d'un millier de prisonniers politiques palestiniens est la marque d'une organisation à la fois désemparée de l'abandon progressif de ses amis et soutiens et en manque de reconnaissance politique après le point marqué par le Fatah avec la candidature à l'ONU. Dans cette situation où Israël se doit d'être un peu en retrait sous peine de faire échouer les manœuvres des intégristes, le second lieutenant de l'impérialisme US dans la région, la Turquie, pourrait bien avoir, provisoirement, à jouer le rôle du premier.

Pays de 77 millions d'habitants, la Turquie affiche une croissance à la chinoise. Les « tigres anatoliens », cette classe émergente d'entrepreneurs pieux du centre de la Turquie ont contribué cette année à la plus forte croissance économique (10,2%) de la planète derrière la Chine.

Après des décennies de pouvoir tenu par les disciples de Kemal, la bourgeoisie

laïque, c'est aujourd'hui le Parti de la justice et du développement (AKP), mouvement intégriste, qui tient la rampe. Ses dirigeants, en premier lieu le premier ministre Recep Tayyip Erdogan ont choisi ce que l'on appelle le néo-ottomanisme pour s'adresser aux Arabes. Ce discours réunit deux idées : la symbolique culturelle des liens religieux entre les Turcs et les Arabes, et la volonté claire d'Ankara de jouer un rôle hégémonique sur le monde arabe, en tant que puissance régionale et lieutenant de l'impérialisme US. La première idée s'est exprimée ces dernières années par le soutien populaire turc aux causes arabes, notamment palestinienne, et l'émergence dans ce pays d'une véritable culture antisioniste. La deuxième idée est apparue récemment à travers la volonté du leadership turc actuel d'obtenir la caution des États-Unis pour gérer les dossiers arabes, surtout après le vide qui sera créé par le retrait des troupes US d'Irak, fin 2011. Pour vendre son projet à Washington, la direction de l'AKP a mis en avant ses relations historiques et privilégiées avec la confrérie des Frères musulmans, affirmant que ce mouvement est disposé à appliquer dans les pays arabes, théâtre de changements politiques, le modèle islamique turc modéré. Cette recette turque est actuellement testée en Égypte et risque de l'être en Tunisie.

Mais les choses ne sont pas si simples. Nous avons vu qu'en Syrie, le modèle islamique modéré se heurte à une amère réalité pour Erdogan et son état-major. La poursuite des ingérences turques en Syrie risque d'avoir de graves répercussions sur la Turquie, pays qui se prétend laïque mais qui prive ses minorités, notamment kurdes, de leurs droits culturels et politiques les plus élémentaires. Si Ankara s'entête à intervenir dans les affaires syriennes, la crise risque de déborder chez lui. En plus de ses problèmes internes, Erdogan ploie sous le poids des conditions de Barack Obama. Le président états-unien s'est totalement aligné, sur les positions israéliennes concernant la colonisation de la Cisjordanie, la judaïsation de Jérusalem, le refus de la création d'un État palestinien viable dans les frontières de 1967, et le refus de reconnaître une Palestine proclamée unilatéralement en septembre, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies. En d'autres termes, le Premier ministre turc exige des branches des Frères musulmans dans le monde arabe, notamment en Syrie, en Égypte et en Libye, qu'elles signent l'arrêt de mort de la cause palestinienne et reconnaissent la judaïté de l'État d'Israël. Si des États et des parties arabes et palestiniennes, engagés publiquement et avec enthousiasme dans le "processus de paix" ces 20 dernières années n'ont eu ni le courage, ni la capacité de présenter de telles concessions qui conduisent à la liquidation de la cause palestinienne, Ankara et les Frères musulmans pourront-ils le faire ?

De l'espoir pour les peuples arabes

La résistance des Libyens du sud, qui constituaient une bonne part des salariés du pays, aux forces du gang de Benghazi, la détermination des Syriens à préserver l'unité de leur pays, illustrée par la récente manifestation à Damas rassemblant plus d'un million de personnes sont des éléments rassurants pour les classes populaires des pays arabes. Mais l'essentiel de l'espoir réside dans certains éléments de ce qui s'est passé ce printemps en Tunisie, en Égypte, au Maroc. Certes, l'utilisation d'internet et de réseaux du type facebook fut essentiellement le fait de la petite bourgeoisie et les USA ont recruté et formé des cyber-activistes arabes qui ont joué un rôle dans la circulation et la manipulation de l'information. Mais, ce que nos media ont essayé de nous vendre, une "révolution d'un nouveau

type grâce aux réseaux sociaux" constitue un bobard de plus. A défaut de révolution, si la bourgeoisie n'a pas été renversée de sa position de classe dominante, il y a eu une véritable révolte populaire. Parler de "révolution facebook" permet de fausser les enjeux et de cacher la vérité, d'empêcher ou de taire la mobilisation des travailleurs, seule à même de mettre directement en danger les sources de profit des bourgeois.

La Tunisie a été paralysée en janvier par une grève générale, l'Égypte en février par celles des industries du textile et de la poste ; en Irak, sans que nos media en parlent, de nombreuses grèves ont touché le pétrole, le textile, l'électricité. Ce sont bien les revendications économiques : le chômage, les bas salaires, le prix du pain, qui ont déclenché les révoltes. Un peu partout au Moyen Orient et dans le monde arabe, des luttes des travailleurs ont payé. Ainsi, par exemple, le roi du Bahreïn a dû octroyer à chaque famille une bourse de 2 650 dollars à chaque famille. A Oman, le sultan a augmenté le salaire minimum de 40 % et ordonné la création de 50 000 emplois. Même le roi Abdallah d'Arabie saoudite a débloqué trente-six milliards de dollars pour aider les familles à faibles et moyens revenus.

Aujourd'hui les sbires des impérialistes ont repris la main, notamment grâce aux forces obscurantistes, Ennahda en Tunisie et les Frères Musulmans en Égypte. Sur les instances d'Obama, on a lâché quelques petites concessions et surtout mis efficacement en marche une machine destinée à détourner les revendications des classes populaires, avec la liberté de religion ou d'autres prétendues libertés démocratiques. Cela peut fonctionner un temps. Mais ce qui a commencé ce printemps ne cessera pas si les nouveaux maîtres apparents derrière lesquels se cachent les colonialistes mènent la même politique économique que ceux qu'ils ont remplacés. La révolte arabe est en marche, des ferments ont été semés. Bien sûr, il lui manque un parti révolutionnaire, mais des organisations marxistes possédant une certaine influence dans la classe ouvrière existent aussi bien au Maroc qu'en Tunisie ; le Parti communiste égyptien se reforme. Nous concluons donc en laissant la parole à Lénine : « Dans quelle mesure cette victoire est probable, cela est une autre question. Nous ne sommes pas du tout enclins à un optimisme inconsidéré à cet égard; nous n'oublions nullement les extrêmes difficultés de cette tâche; mais, en allant au combat, nous devons souhaiter la victoire et savoir indiquer le vrai chemin qui y conduit. Les tendances pouvant nous amener à cette victoire se manifestent incontestablement. Il est vrai que notre influence sur la masse du prolétariat est encore très, très insuffisante; l'action révolutionnaire exercée sur la masse paysanne est absolument infime : la dispersion, le manque de culture, l'ignorance du prolétariat et surtout de la paysannerie, sont encore effroyables. Mais la révolution fait un rapide travail d'éducation et de rassemblement. Chacun de ses progrès réveille la masse et l'attire avec une force irrésistible précisément vers le programme révolutionnaire, le seul qui exprime intégralement et de façon conséquente ses intérêts réels et vitaux. »

www.sitecommunistes.org